

DIPLOMATIE Le président russe aujourd'hui à Versailles

Macron et Poutine en refondateurs

Les deux présidents vont tenter de réchauffer les relations entre leurs deux pays, malgré les piques de la campagne et deux gros contentieux : la Syrie et l'Ukraine.

« Le rapport de force ne me dérange pas », affirmait samedi Emmanuel Macron, après la « virile » poignée de main échangée avec le président américain Donald Trump. Tant mieux, car son invité d'aujourd'hui, le président russe Vladimir Poutine, adore cela. Au sens premier, en judoka accompli, et dans la menace : Angela Merkel ne lui pardonne pas de l'avoir reçue avec son labrador, sachant très bien qu'elle a peur des chiens...

Au Grand Trianon

Le prétexte de la rencontre est une exposition sur le tricentenaire de la venue du tsar Pierre le Grand, propre à flatter son lointain successeur. Et le cadre en est le Grand Trianon, utilisé tant par le général de Gaulle que par le président François Mitterrand – le message est cette fois destiné aux Français par un nouveau président désireux de s'inscrire dans une lignée prestigieuse. Les deux présidents avaient convenu de cette entrevue au téléphone le 18 mai. C'était leur premier contact, dix jours après l'élection, délai qui témoigne du caractère polaire des relations franco-russes. Deux sujets très lourds plombent ces relations depuis des années. Le premier est l'Ukraine et les sanctions imposées par l'Union européenne à la suite de l'annexion de la Crimée. Elles doivent être renouvelées ou levées d'ici septembre. Le ton très dur adopté sous pression américaine au G7 de Taormina, qui évoque des « mesures restrictives supplémentaires », réduit singulièrement la marge de manœuvre française.

« Refonder notre relation avec la Russie »

Le second sujet est la Syrie, où la Russie est le principal allié du dictateur Bachar al-Assad. C'est d'ailleurs le bombardement d'Alep qui avait justifié,



Les deux présidents se rencontreront aujourd'hui au Grand Trianon à Versailles.



PHOTOS AFP

en octobre, le report de la visite à Paris de Vladimir Poutine, qui devait inaugurer le centre culturel russe. Ce sera chose faite cet après-midi, mais par le seul président russe. Comme le signe d'une volonté de remise à zéro des compteurs, encore sous condition. « Il nous faut refonder notre relation avec la Russie », écrivait Emmanuel Macron dans son livre, *Révolution*. Il y repoussait à la fois « la ligne américaine » de confrontation, et la « ligne de connivence » qu'il a reprochée à François Fillon, et surtout Marine Le Pen. C'est là un contentieux plus im-

médiat et personnel entre les deux présidents. Vladimir Poutine avait longuement reçu la candidate d'extrême droite en mars, tandis que les médias liés au pouvoir pilonnaient le candidat Macron, avant que des hackers ne pillent les ordinateurs d'En Marche. De son côté, Emmanuel Macron était le seul des principaux candidats à souhaiter le maintien des sanctions contre la Russie. L'heure est donc à la refondation. Au dépassement des avanies, à défaut de leur oubli. Sans rompre le rapport de force. ■

FRANCIS BROCHET

1717 Les deux présidents inaugurent à Versailles une exposition sur le tricentenaire de la venue de Pierre le Grand à Paris. Le tsar, alors âgé de 45 ans, venait s'inspirer de la France pour la modernisation de son pays, symbolisée par la nouvelle capitale, Saint-Petersbourg.

LE JEU DIPLOMATIQUE DE MACRON

En moins de deux mois, le président français aura fait connaissance avec les dirigeants des quatre grandes puissances actuelles et à venir de la planète. Cette rencontre avec le président russe Vladimir Poutine a été précédée jeudi par celle avec le président américain, et deux poignées de main déjà « historiques ». Elle sera suivie samedi par un déjeuner avec le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi. Et l'Élysée ne démentait pas, la semaine dernière, travailler à un tête-à-tête avec le président chinois Xi Jinping à l'occasion du sommet du G20 à Hambourg, les 7 et 8 juillet. Ce quadruplé ne doit rien au hasard, comme l'a avoué le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner : « C'est d'autant plus important qu'on suspectait ce jeune homme de ne pas avoir la carrure d'un président de la République et de ne pas être en mesure d'incarner et de défendre la France ». Reste à ne pas oublier l'avis de son aîné François Hollande : les succès diplomatiques, « ça ne change rien » dans l'opinion nationale.

« Je sais que vous représentez un spectre politique en Europe qui croît rapidement... Je suis entièrement d'accord avec vous, c'est seulement en combinant nos efforts que nous pourrions effectivement faire face à la menace terroriste. »

VLADIMIR POUTINE RECEVANT MARINE LE PEN 24 MARS À MOSCOU

QUESTIONS À

« Une main tendue »

Elvire Fabry

Chercheuse à l'Institut Delors

Quel est l'enjeu de cette rencontre de Versailles ?

Durant la campagne, Emmanuel Macron a pris une position assez ferme de soutien aux sanctions, mais il a aussi souhaité renouveler le dialogue avec la Russie. Cette invitation à Versailles est donc une main tendue. Elle est valorisante pour Vladimir Poutine, car elle flatte la grandeur de la Russie, et la continuité entre le tsar Pierre le Grand et lui-même.

Emmanuel Macron n'est pas rancunier, après les cyberattaques, l'attitude hostile des médias russes... Et les commentateurs très acerbes qui ont salué son élection... Mais c'est pour lui l'occasion d'asseoir sa stature d'homme d'État, juste après la rencontre « virile » avec Donald Trump.

Et quel est l'intérêt du président russe à cette rencontre ?

Face à la chancellerie allemande, très ferme sur les sanctions, il peut espérer faire bouger les lignes grâce au président français. D'autant que le nouveau con-

seiller diplomatique de l'Élysée, Philippe Etienne, qui était sur le point de devenir ambassadeur de France à Moscou, est un modéré sur le dossier russe.

Vladimir Poutine veut-il déstabiliser l'Union européenne ?

Il y a une volonté indéniable de Moscou d'avoir une influence sur la politique européenne. Et toute instabilité au sein de l'Union est dans l'intérêt politique du président russe. Même si elle n'est pas dans l'intérêt du pays, car elle peut freiner les investissements européens en Russie, et les importations de produits russes, très dépendantes du marché européen.

RECUEILLI PAR FB.



Le tsar et son opposant

À chacun son agenda. Celui de Vladimir Poutine est calé sur le mois de mai 2018, quand il se présentera pour un nouveau mandat de six ans à la présidence de la Fédération de Russie. Il bouclerait ainsi un quart de siècle exactement à la tête du pays, depuis que Boris Eltsine l'a nommé en 1999 président du gouvernement.

Navalny contre le « parti des voleurs »

La réélection a été préparée en septembre par une large victoire aux législatives de son

parti, Russie Unie, qui a fait oublier la forte abstention et de non moins forts soupçons de fraude. Deux mois plus tard, la composante libérale du pouvoir était mise au pas par l'inculpation de son chef de file, le ministre de l'Économie.

Le président russe peut désormais compter sur une économie en meilleure forme, grâce à la légère remontée des prix de l'énergie, première ressource du pays. Il s'appuiera enfin sur le centenaire de la Révolution d'Octobre, dont il a déjà donné sa lecture : « Tirer les

leçons de l'Histoire pour notre réconciliation et renforcer le consensus social et politique que nous avons atteint » - un consensus reposant sur deux pieds, le nationalisme russe et la religion orthodoxe.

Reste un obstacle, aussi faible qu'obstiné : Alexeï Navalny, avocat de 40 ans, qui dénonce depuis des années en Russie l'Union « le parti des voleurs et des escrocs ». Plusieurs fois emprisonné, cet ami de Boris Nemtsov, autre opposant assassiné il y a deux ans, est bien décidé à se présenter contre le tsar Poutine. ■

TTE-LII 01